

LA REVOLUTION ALGERIENNE DANS SA PHASE SOCIALE

Alger, le 8 septembre 1962.

Pour qui est mêlé au développement de la Révolution, les jérémiades de la « gauche » française sur le désordre algérien, sont à nouveau révélatrices — s'il en était besoin — du caractère réformiste, jusqu'à la moëlle des os, de ces partis ouvriers. Aujourd'hui, tous les révolutionnaires en France ou des autres pays doivent considérer que :

La crise est salutaire

EN effet, sur l'objectif de l'indépendance, les forces sociales les plus diverses, de la paysannerie révolutionnaire, jusqu'aux bourgeois et même quelques grands propriétaires terriens indigènes, en passant par le faible noyau du prolétariat urbain et des « éduqués » avaient lutté ensemble tout en poursuivant leurs objectifs sociaux et politiques propres.

La crise en cours, avec les rebondissements survenus, et les prolongements possibles a finalement dégagé le vrai problème, du choix immédiat d'une reconstruction du pays selon un modèle « bourgeois » bourgeois, néo-colonialiste dans la « coopération » avec la France et le Marché commun ou, selon un mode socialiste dominant la terre aux paysans, avec une économie nationalisée, planifiée et protégée par le monopole du commerce extérieur.

Nous disons crise salutaire, car il est évident

- que des forces « bourgeoisistes » extérieures et algériennes envisageaient dans la confusion et la précipitation de mettre en place un appareil d'Etat à leur dévotion, laissant en place les structures, les fondements juridiques de l'ancienne administration coloniale, et voulaient « reconstruire » dans un sens bourgeois toutes les formes et forces révolutionnaires surgies de sept ans de lutte des masses algériennes;

- que cette crise a permis, pour la première fois une certaine politisation, en profondeur, des militants du F.L.N., une prise de conscience de l'hétérogénéité organique du Front et des tendances sociales qui le traversent, ainsi que des problèmes sociaux de fond qui constituent l'arrière plan des rivalités de personnes et de clans.

Le pire danger qui guettait la Révolution Algérienne résidait dans la possibilité de voir l'ensemble du F.L.N. commencer à bâtir dans l'« unité » formelle un Etat « bourgeoisiste » appliquant scrupuleusement dans l'« ordre » les accords d'Evian et remettant les réformes de structure et le « socialisme » à demain. (1)

Les raisons de la crise

DURANT toute la période d'un combat extrêmement dur, l'effort de tous, combattants, militants de l'O.P.A., porta sur la guerre. Les militants les plus politisés furent aussi les plus traqués. Le cloisonnement de la clandestinité, le manque d'information, les menées des groupes « bourgeoisistes » au sein même du F.L.N. créèrent un climat de méfiance. Mais le plus grave fut l'absence d'une direction politique reconnue, d'une solidarité politique des cadres.

On a pu ainsi voir les dirigeants de la zone autonome d'Alger — alors même que la création de celle-ci fut apparemment créée pour s'opposer à l'état-major de l'armée — développer une intense propagande révolutionnaire, jeter les bases d'un contrôle populaire et simultanément utiliser les harkis pour combattre l'O.A.S., voire même des adversaires politiques algériens.

On peut voir Mohamed Boudiaf, dirigeant révolutionnaire au demeurant, s'empêtrer dans des conceptions formalistes, des antipathies et s'opposer à l'A.N.P., expression la plus avancée du paysannat révolutionnaire.

Et finalement, beaucoup de cadres du F.L.N. s'évertuent à mettre en place des bureaux, des administrations et non à donner la parole, la gestion ou le contrôle, au moins, aux masses populaires.

Il y a enfin des erreurs d'appréciations monumentales de la part de commentateurs européens parfois bien intentionnés. Erreur par exemple de ne pas comprendre que la force révolutionnaire est la paysannerie et non pas un prolétariat faible et privilégié par rapport à cette paysannerie. Il faut bien saisir qu'en l'absence d'une direction révolutionnaire, les ouvriers d'usines et des transports, les employés sont prêts à accepter un Etat « bourgeoisiste ».

Quant à l'armée, elle représente précisément cette

(1) La campagne de préparation « idéologique » à ce sujet, à grand renfort « d'arguments » apparemment « scientifique » avait commencé déjà avant le « cessez-le-feu » et les accords d'Evian par des études qu'inspiraient de hauts dignitaires du F.L.N. Ainsi, par exemple, le livre de Francis Jeanson « La Révolution Algérienne », truffé d'extraits de différentes études partielles, mal digérées, conclut sur un « socialisme par étapes » et surtout sur la nécessité de passer par le Marché commun européen, assimilé en la circonstance à la « gauche européenne » !

paysannerie révolutionnaire, dressée. Toute assimilation des officiers de l'A.N.P. avec ceux de l'armée nassérienne oublie simplement que cette dernière est née comme instrument de l'impérialisme anglais, que son encadrement était intimement lié avec la bourgeoisie égyptienne d'une autre puissance économique, que l'embryon algérien de bourgeoisie. Un marxiste peut-il vraiment croire qu'un « officier » de l'A.N.P., plus militant que militaire ayant vécu des années parmi les paysans sans terre, peut être la même chose qu'un galonné sud-américain, par la seule grâce de l'uniforme. Semblable « révolutionnaire » prenant les mots pour les choses ferait mieux de retourner à l'étude des classiques élémentaires.

La Révolution ne peut réussir sans les paysans. La distribution des terres aux paysans est un objectif qui fera avorter toutes les forces contre-révolutionnaires.

... La nouvelle société que nous voulons édifier est une société socialiste, où il n'y aura pas d'exploitation de l'homme par l'homme, ou personne ne vivra au détriment de l'effort d'autrui.

*C'est pourquoi la réforme agraire n'a pas pour seul but de distribuer la terre aux paysans, elle vise surtout à opérer une reconversion radicale dans la société.**

Interview du colonel Boumediène au journal marocain « Al Tahrir » du 18-7-62.

* Souligné par nous.

Bien sûr, le commandement donne une tournure particulière. Et l'armée goûte peu à l'heure actuelle en wilaya 1 ou 4 par exemple, les initiatives prises en dehors d'elle. Mais en Algérie aujourd'hui, comme à Cuba encore, la démocratie qui règne n'est pas celle des bulletins, mais celle des armes.

Dans ce contexte, la désignation de l'Assemblée Constituante va prendre une toute autre signification.

Et au travers même des différends surgis, se décentrent les forces révolutionnaires authentiques. Leur armement, c'est aujourd'hui le programme de Tripoli, mais dès maintenant se pose concrètement la question du « comment ». C'est finalement sur ce plan que se révélera la direction du F.L.N. révolutionnaire.

Les formes du pouvoir

L'ASSEMBLEE Constituante comportera, semble-t-il, du fait du choix des candidats, des représentants confirmés de la tendance « bourgeoisiste ». Mais qui a actuellement la réalité du pouvoir ? C'est l'armée. Et il faut revenir sur celle-ci.

L'armée des djounoud, pour la plupart paysans volontaires pour la guerre de libération est l'expression de la combinaison la plus dynamique, la plus révolutionnaire qui puisse exister dans nombre de pays coloniaux et semi-coloniaux, à structure analogue à celle de l'Algérie. Elle représente la jonction, dans la même organisation, de dirigeants et cadres d'origine diverse dont nombre d'étudiants, d'intellectuels avec la masse, en arme, de la paysannerie sans terre. De ce point de vue, elle est plus qu'une armée, plus même qu'une armée révolutionnaire des paysans, elle est l'avant-garde révolutionnaire. A l'étape actuelle, elle est la seule force sociale organisée, présentant une revendication fondamentale de nature révolutionnaire, qui, dans le milieu particulier d'un pays comme l'Algérie stimule la révolution, maintient son dynamisme, et ouvre la voie à la Révolution socialiste proprement dite : la réforme agraire radicale.

DEFENSE DE LA NATION OU DE LA REVOLUTION ?

Vous êtes l'armée nationale et populaire, nous voulons avoir et nous avons la conviction qu'il vous tient à cœur d'être l'armée de la nation toute entière, l'armée du peuple tout entier.

... Il nous faut une armée nationale au service de la République, allégée de ses effectifs pléthoriques et se consacrant aux tâches de la défense nationale et aux œuvres de paix auxquelles elle peut être utilement associée.

« Alger Républicain » du 10-9-62.

L'armée est, à l'étape actuelle, la véritable ossature de la gauche du F.L.N., son désarmement idéologique ou matériel ne saurait être dans l'immédiat qu'une victoire « bourgeoisiste », une vraie défaite de la Révolution.

Loin de préconiser sa « reconversion » pour parer aux dangers du « militarisme » et de la dictature qu'inventent pour les besoins de la cause des « démocrates » bourgeois attardés, il faut au contraire souhaiter que

des Comités de Soldats, de Paysans et Ouvriers couvrent d'un bout à l'autre l'Algérie, deviennent les véritables organes du pouvoir dans chaque localité et que l'armement du peuple se généralise.

Ce sont de tels organes qui sauront appliquer le programme voté au C.N.R.A. et faire face à la crise catastrophique dans laquelle s'enfoncent le pays et que l'impérialisme, les colons et les forces « bourgeoisistes » sont en train d'exploiter pour maintenir leur domination.

Mais le danger existe que certains Etats-Ouvriers, l'U.R.S.S. en tête, pour des considérations découlant des intérêts momentanés de leur politique extérieure, et de la peur de voir la Révolution Algérienne socialiste triomphante bousculer leurs plans routiniers bureaucratiques de statut-quo en Afrique, au Moyen-Orient, en Europe Occidentale même, n'exercent eux aussi une pression pour que l'Algérie « coopère » avec la France gaulliste, et ne cherchent à décourager les forces révolutionnaires algériennes.

L'attitude, aussi bien du P.C. français, que du P.C. algérien, prêchant avant tout, lors de la crise, la « conciliation », l'« unité » entre tous les dirigeants algériens et exerçant le spectre de la « guerre civile », au lieu d'expliquer le sens social de la crise, de mettre en avant le programme transitoire concret qui correspond à l'étape actuelle de la Révolution et provoquer ainsi une différenciation dans le Front encore plus profonde sur la base d'une ligne politique claire, est significative de ce danger.

Il faut espérer que les véritables forces révolutionnaires qui se sont dégagées et regroupées à la faveur de cette première crise de croissance, de développement, de la Révolution Algérienne, sauront tenir ferme, aussi bien contre les pressions pro-impérialistes et « bourgeoisistes », que contre les conseils défaitistes, confusionnistes, qui leur viennent de tous les horizons de la « gauche » française et européenne, y compris contre les conseils de « prudence », de « réalisme », de « sagesse » que leur prodigent certains Etats-Ouvriers.

POUR LES PRIVILEGES DES PIEDS-NOIRS...

Il ne suffit pas d'ouvrir une entreprise, il faut aussi les moyens de la faire fonctionner. Or, les ouvriers ne rencontrent pas toujours la compréhension, les encouragements et l'aide souhaités auprès de l'administration algérienne.

Il faut donner aux cadres (ingénieurs, techniciens, etc.) des garanties réelles pour leur retour, quand il s'agit d'Européens qui sont partis.

*« Al Houriya »,
organe du Parti Communiste algérien.*

C'est en passant outre à de tels conseils que la Révolution yougoslave, chinoise, cubaine ont triomphé.

Il faut espérer que l'alliance révolutionnaire entre l'A.L.N. et certains milieux politiques dirigeants, parmi les plus sains, les plus valables, du F.L.N. saura se maintenir, se renforcer et réaliser pleinement la force immense qu'elle détient en s'appuyant sur les masses de la paysannerie révolutionnaire et des milieux radicalisés des villes, pour faire face victorieusement à toutes ces pressions et appliquer le programme de Tripoli qui doterait l'Algérie d'une structure sociale et économique socialiste.

Il faut également espérer que les représentants des syndicats algériens, des étudiants, et autres organisations considérées comme « avant-gardistes », sauront démontrer qu'elles ne forment pas déjà une certaine bureaucratie privilégiée, prête à s'accommoder d'un Etat « bourgeoisiste » auquel elle servirait de couverture de « gauche », en évitant de prendre position claire sur le sens social de la crise, en prêchant simplement l'« unité » formelle entre forces socialement divergentes, en se coupant de la paysannerie révolutionnaire et de l'A.L.N., en évitant d'œuvrer pour l'application pratique immédiate du Programme Socialiste de Tripoli.

Aucune révolution n'a jamais triomphé sans une certaine guerre civile, et une épuration des forces contre-révolutionnaires, à travers l'instauration dans une première étape d'un régime de dictature.

Toute la question est de savoir dictature de qui contre qui.

Le « bourgeoisisme » dictature des forces bourgeoises, néo-colonialistes, pro-impérialistes indigènes ne saurait s'installer en Algérie, sans une répression en réalité formidable contre les authentiques forces révolutionnaires.

L'alliance révolutionnaire des paysans et ouvriers, base du régime populaire de demain, ne saura elle aussi se passer de la force et d'une main de fer, pour briser les résistances, les complots incessants, le sabotage systématique, auxquels se livrent et se livreront l'impérialisme et la réaction indigène pour bloquer la marche socialiste de la Révolution.

Pour que cette alliance nécessaire ne dégénère pas en dictature policière et bureaucratique contre les masses mêmes, elles devraient trouver sa forme dans un vaste réseau de Comités démocratiques de Soldats, Paysans et Ouvriers, qui détiendraient le véritable pouvoir dans le pays.

Ces Comités, ainsi que l'Assemblée Constituante, et le nouveau gouvernement que cette dernière désignera,